



AMERIQUE/HONDURAS - Abus sexuels et prostitution, lot quotidien de 3.000 jeunes filles de 12 à 17 ans

San Pedro Sula (Agence Fides) – Dans les rues de San Pedro Sula, deuxième ville du Honduras après la capitale, Tegucigalpa, on peut rencontrer des enfants qui errent entre la saleté et la dépravation. De ceux-ci, 10% ont une maison où ils font retour pour la nuit alors que d'autres ont pour lit le trottoir même des rues. Une récente étude de l'Institut hondurien pour l'Enfance et la Famille (IHNFA) a lancé l'alarme à propos de la situation des enfants des rues privés de protection et obligés à travailler et à se prostituer. 20% risquent d'être recrutés par des bandes criminelles en vue de leurs activités illicites et 50% vendent de la drogue. Les chiffres publiés sont alarmants. Selon l'IHNFA, à San Pedro Sula, 5.000 mineurs vivent dans les rues. De ce chiffre, 3.000 sont des jeunes filles de 12 à 17 ans qui se prostituent. 20% des enfants des rues sont analphabètes et 79% d'entre eux ne fréquentent pas l'école alors que 0,5% parviennent à achever l'école primaire. Certains proviennent de zones marginalisées, d'autres des périphéries. Outre à être victimes d'abus sexuels, ils sont contraints à mendier ou à laver les pare-brises des voitures. 60% de ces enfants acceptent de se prêter à des abus sexuels. Les fillettes qui se prostituent ne le font pas seulement dans les rues du centre ville mais également dans les zones les plus marginalisées. Les mineurs décident de fuir leurs domiciles pour éviter les mauvais traitements dans le cadre même de leurs familles ou parce que leurs parents les abandonnent ou bien encore parce qu'ils deviennent orphelins. Au centre d'assistance psychologique Catrachos al Cambio, un professionnel aide les enfants à surmonter leurs crises et déclare que la majeure partie des enfants des rues qui arrivent et sont soumis à une thérapie de récupération ne veut pas parler de leur vie à cause des traumatismes subis. Dans la ville, 415 mineurs se trouvent dans les différents centres de réhabilitation, dont ceux de l'IHNFA, des maisons d'accueil chrétiennes et dépendant d'ONG. Toutefois, ces centres ne sont pas en nombre suffisant pour les mettre à l'abri de la violence des rues. (AP) (Agence Fides 13/01/2014)